

Permettre la citoyenneté pour prévenir l'exclusion

Camil Bouchard

Number 27, 1996

Jeunes en difficulté : de l'exclusion vers l'itinérance

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002352ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002352ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bouchard, C. (1996). Permettre la citoyenneté pour prévenir l'exclusion. *Cahiers de recherche sociologique*, (27), 9–16. <https://doi.org/10.7202/1002352ar>

Article abstract

The homelessness phenomenon signals the need for us to rethink our notions and ways of seeing and acting with respect to citizenship. A society which is concerned about the inclusion and participation of its citizens in community and institutional development should invest in two fundamental vectors. The first pertains to teaching the exercise of citizenship, and the second to the nature of the social organizations and institutions in which citizenship can be exercised from childhood to adulthood: teaching on the one hand, context on the other. Both the family and school can contribute significantly to preventing homelessness if we rid our social policies, both as much those with respect to early childhood as those affecting children and adolescents, of the double language of verbal compassion and economic and social exclusion.

Permettre la citoyenneté pour prévenir l'exclusion

Camil BOUCHARD

Trois visions de l'itinérance

On peut considérer l'itinérance suivant trois perspectives: individuelle, sociale et politique. Du point de vue individuel l'itinérance se présente comme l'aboutissement d'un très long parcours à l'enseigne de la mise à l'écart, de la non-bienvenue dans le monde, des échecs, des humiliations, de la honte, des intimidations et de la violence. C'est aussi, sur le plan individuel, comme une façon de survivre en s'associant à un monde souterrain, à un réseau de connivences ou à une communauté où les chances de gagner sont un peu plus fortes qu'ailleurs. C'est sans doute aussi une façon de manifester sa révolte en niant l'autre, en niant celui qui nous blesse, celui qui nous heurte, celui qui nous rejette, en lui niant une identité, une existence: s'il n'existe plus, il ne me fera plus mal. C'est en même temps comme une façon de se résigner devant l'espoir qui a été continuellement, très souvent bafoué, de se conformer à l'image négative de soi que l'on s'est fait présenter durant de très nombreuses années, qu'on s'est appropriée, qu'on intègre et que l'on va peut-être jusqu'à cultiver pour que ça soit moins douloureux.

Du point de vue social, l'itinérance est comme une façon de désigner nos échecs en leur donnant une étiquette qu'on fait porter à d'autres personnes... nos échecs dans le domaine de la socialisation, nos échecs dans le domaine de la désinstitutionnalisation, nos échecs dans le domaine de la réadaptation et de la rééducation, nos échecs dans le domaine de l'éducation. Ce sont d'autres qui portent l'échec.

C'est aussi une façon de désigner l'érosion de nos communautés: dans la mesure où l'itinérance grandit, elle forme une masse de sans-liens, de sans-expression qui nous met sous le nez l'absence de solidarité, l'absence collective d'amour et d'affection. Du point de vue social, c'est aussi l'exclusion qui nous échappe et qui nous énerve parce qu'on ne peut pas la quantifier une fois qu'elle est repliée dans la discrétion et le chaos de l'itinérance. On ne peut plus la prédire, on ne

peut plus la normer, on ne peut plus la contrôler, on ne peut plus l'inclure dans nos statistiques.

Du point de vue politique, l'itinérance se présente dès lors comme une menace à la démocratie dans la mesure où les sans-liens, les exclus, les sans-signification sont sans règles ni lois, dans la mesure où ils ne partagent plus nos règles de communication, nos conventions et nos consensus. C'est une menace aussi à la citoyenneté dans la mesure où la révolte, la résignation et la survie souterraine nient l'existence de la communauté, nient l'existence des autres, nient l'appartenance à une société civile, nient le goût de participer à sa construction, nient le recours à des stratégies de compromis, de négociation et nient ce besoin fondamental qu'une communauté devrait normalement avoir de s'occuper du bien-être de l'autre.

Du point de vue politique, l'itinérance est peut-être l'ultime signal qui nous indique que c'est le temps de faire quelque chose de majeur, quelque chose de radical, quelque chose d'extrêmement percutant pour qu'on puisse éventuellement parler de développement, d'inclusion plutôt que de marginalisation, d'itinérance et d'exclusion. L'itinérance vient nous indiquer la nécessité de réviser nos notions et nos façons de voir et de faire autour de la question de la citoyenneté.

Apprentissages et contextes d'exercice de la citoyenneté

Une société qui veut encourager une participation active et directe de ses citoyens au développement et au bien-être des individus et des communautés devrait se préoccuper de deux vecteurs fondamentaux. Le premier a trait aux opportunités, aux occasions et aux situations d'apprentissage de l'exercice de la citoyenneté, de ce que c'est qu'être un membre d'une communauté. Le deuxième a trait à la nature des organisations et des institutions sociales où peut s'exercer, dès la première enfance et jusqu'à l'âge adulte, la citoyenneté.

D'une part les apprentissages, d'autre part les contextes. L'exercice de la citoyenneté est le produit de l'interaction des caractéristiques d'acquisition et d'apprentissage individuels et des éléments contextuels que l'on consent à mettre en place pour que les enfants, les jeunes et les jeunes adultes puissent trouver un espace où exprimer leur citoyenneté. La famille et l'école constituent les principaux lieux d'apprentissages et offrent les contextes pertinents.

La famille

La famille est une communauté où l'on devrait apprendre trois choses fondamentales par rapport à la citoyenneté. La première, c'est que le monde qui nous entoure peut être accueillant, généreux, chaleureux et qu'on peut s'y fier. C'est le premier grand apprentissage que l'on peut faire dans une famille. Le deuxième, c'est que le monde nous apprécie: je suis aimable, valable et indispensable. Et le troisième: on peut changer le monde. Ce sont là trois éléments perceptuels extrêmement importants pour qui veut devenir autre chose qu'un citoyen cynique, désabusé et fataliste: le monde qui m'entoure est généreux et accueillant, il m'apprécie et je peux aussi améliorer ce monde.

L'empathie dont on a besoin pour porter un regard généreux sur les autres, la curiosité, les habiletés sociales et intellectuelles qui sont nécessaires à l'exercice de la citoyenneté s'acquièrent dès le berceau. Elles s'appuient sur la formation d'un sentiment de sécurité très fort envers les adultes qui nous entourent, sentiment qui nous permet de nous ouvrir aux autres. Il y a quelque chose de magnifique, de paradoxal et en même temps de très humain dans cet aller-retour entre l'exploration de l'autre, la méfiance qu'on a envers cet autre inconnu et la confiance qu'on a de parvenir à établir une communication avec notre environnement. Voilà bien l'essentiel de ce que l'on fait durant la première année de notre vie: un aller-retour entre le confort douillet de notre berceau, de notre lit, de notre coin et celui, fascinant mais exigeant, de l'environnement qu'on ne connaît pas encore. À cet égard, le soutien qu'on accorde aux parents des nourrissons dans l'exercice de leur rôle (et plus particulièrement dans l'adoption de conduites qui sont absolument nécessaires à l'établissement du lien d'attachement enfant-parent à la base du sentiment de sécurité: disponibilité envers l'enfant, accessibilité, engagement, implication, synchronie, chaleur, stimulation) est crucial.

Le début de la citoyenneté repose sur le soutien que la société apporte aux parents. Dans la mesure où le monde adulte qui entoure l'enfant réagit à ses demandes, réagit à ses besoins, à ses joies, à ses peines, réagit à ses cris, à ses pleurs, à ses rires, dans la mesure où le jeune enfant peut établir un lien entre ses actions et les changements qui se produisent dans son environnement, la confiance en soi et dans les autres s'installe. Le monde n'est pas et ne sera pas une espèce d'environnement aléatoire où tout peut arriver, peu importe ce que l'enfant y fait. Les actions que l'enfant accomplit à un an, deux ans, trois ans trouvent écho dans l'environnement. Il y a là des gens qui réagissent, il y a là des gens qui répondent de façon ferme et chaleureuse, il y a là un encadrement tout en chaleur, tout en souplesse

mais en même temps tout en continuité et tout en cohérence: c'est ce que devraient rencontrer les enfants dans leur environnement si on veut en faire des citoyens responsables. L'idée que leur voix est entendue, que leur opinion est reconnue, est une idée qui se forme dès la petite enfance: elle apparaît avant la fréquentation de l'école primaire et elle devrait se maintenir jusqu'à la mort.

Il y a trois obstacles principaux dans l'environnement de l'enfant, de la naissance à cinq ans, qui pourront éventuellement l'empêcher d'arriver à cette appréciation de l'univers ou des gens qui l'entourent. Le premier, c'est l'exclusion économique et sociale des adultes qui l'entourent, de ses parents. L'exclusion économique et sociale des parents représente une courroie extrêmement efficace dans la transmission de la honte, de la mésestime de soi. La pauvreté sociale et économique instaure un contexte extraordinairement efficace pour qui veut créer un environnement d'adultes anxieux, angoissés, préoccupés, malades, habités par un sentiment d'incompétence et d'impuissance. Autrement dit, l'exclusion se pointe déjà dans la mesure où l'enfant fréquente des modèles d'adultes qui sont exclus, des modèles d'adultes pour qui la patience, l'endurance et l'engagement quotidien envers ces enfants tiennent quasiment de l'héroïque sinon de l'impossible.

Le deuxième obstacle a trait à l'environnement de travail des parents. On le sait, nombre de travailleurs et de travailleuses se retrouvent dans des environnements où la reconnaissance de leurs habiletés, de leur intelligence, de leur compétence et de leur initiative n'existe pas. Ces personnes se forgent une idée de ce qu'est la vie adulte, de ce qu'est un adulte qui réussit. Ils en viennent à la conclusion, consciente ou non, qu'un adulte qui réussit est un adulte qui se conforme, qui s'abstient, qui obéit, qui se soumet. On transporte alors ce modèle dans nos propres familles, en soumettant les enfants à une discipline punitive ou abusive. On arrive ainsi à créer un climat, un contexte où la voix de l'enfant se tait, où la voix de l'enfant s'éteint, où elle disparaît au profit de l'obéissance et de la conformité. Ce deuxième obstacle empêche les enfants de s'exercer à la démocratie, à la négociation, à la participation, en un mot à la citoyenneté.

Un troisième obstacle se manifeste constamment dans les études de prédiction de l'abus et de la négligence envers les enfants: il s'agit du nomadisme familial. Nous savons que c'est dans les voisinages anoniques, là où les familles ne peuvent s'enraciner, là où elles dérivent à la recherche d'un répit ou de la discrétion, qu'il y a le plus de négligence et de violence envers les enfants. C'est là que se manifeste le plus ce manque de soutien, de solidarité et de confiance envers les familles, c'est là qu'on retrouve ces familles repliées sur elles-mêmes, à

la fois méfiantes et soupçonnées, là que le bien-être des enfants et leur devenir de citoyens responsables sont le plus menacés.

L'école

En ce qui a trait à la vie scolaire, deux volets apparaissent importants: la gestion de nos institutions scolaires et la pédagogie. À propos de la gestion, je soulignerai simplement l'importance de donner aux enfants, tant au primaire qu'au secondaire, l'occasion d'exercer la démocratie et de jouer déjà leur rôle de citoyens responsables dans leur communauté et dans leur société. Nous leur avons interdit depuis fort longtemps toute voix décisionnelle, toute voix influente dans leur propre milieu. Nous espérons ensuite, selon un modèle peu crédible d'apprentissage spontané, qu'ils participeront à dix-sept, dix-huit ans à la construction d'une société durable, généreuse, empathique. Nous devons trouver les moyens de les engager dans la planification et la gestion de leurs environnements scolaires et communautaires¹.

Quant aux méthodes pédagogiques, on peut affirmer que la pédagogie de la découverte, fondée sur la capacité de définir ses propres objectifs d'apprentissage quotidiennement, nous a complètement échappé. Sauf en ce qui a trait aux services de garde qu'une minorité d'enfants fréquente, les enfants font rarement partie de cette phase de réflexion sur: «Qu'est-ce que je veux apprendre?... Qu'est-ce que je veux entreprendre?» Dans les services de garde, les enfants arrivent le matin et on voit tout de suite l'éducateur ou l'éducatrice demander à l'enfant: «Qu'est-ce que tu veux faire aujourd'hui?» On invite l'enfant à définir lui-même l'univers dans lequel il veut «patauger» pour un petit bout de temps.

L'école primaire a refusé cette démarche et manque une belle chance de rapprocher les enfants d'un univers participatif compatible avec l'apprentissage à la citoyenneté. La situation est la même dans nos écoles secondaires. La pédagogie de la découverte, la pédagogie du réel est absente sauf pour de rares exceptions de programmes alternance-travail-études. Nos adolescents et adolescentes, pour qui l'apprentissage pourrait se faire à travers la manipulation, le concret, le changement réel du monde, sont laissés pour compte ou sont enrôlés dans des projets pilotes aussi intéressants qu'éphémères.

¹ Pour les jeunes en particulier, j'ai déjà proposé (dans *Un Québec fou de ses enfants*) la création de Bureaux de services communautaires jeunesse où les jeunes pourraient s'inscrire à des stages crédités par l'école. Ces stages les mettraient en contact avec les besoins et les ressources de leur communauté et avec leurs propres capacités à y contribuer.

Conclusion

En résumé, quelles sont les menaces à la citoyenneté? Quels sont les complices de l'abandon, du décrochage social, de l'itinérance et de l'exclusion? Première menace: l'exclusion de l'amour, l'exclusion de l'affection. C'est pourquoi la prévention de l'abus physique, de la négligence et de l'abus psychologique qui passe par le soutien des adultes qui entourent les enfants est si importante. Deuxièmement, exclusion des lieux du pouvoir des parents qui ne sont plus capables de se donner en modèles de participation sociale et civile à leurs enfants. Exclusion donc du sentiment d'utilité et du sentiment d'être indispensable. Troisièmement, exclusion du capital économique. Notre société est, comme la société américaine, plus ouverte au *fair-play* qu'au *fair-share*. Que le meilleur gagne! On a le langage de la distribution des ressources, mais le meilleur se l'accapare selon des règles qui ont l'apparence de l'équité. Cette ambiguïté permet à ceux et celles qui ont été plus choyés sur le plan génétique et par le hasard de leur naissance dans notre société de gagner la course. Nous sommes des *fair-players* mais nous ne vivons pas dans une société du partage. Nous pratiquons, dès la fréquentation des premières institutions normatives, l'exclusion du capital social, la mise à l'écart de soi-même par rapport à un sentiment de pouvoir y faire quelque chose et l'isolement d'un capital social communautaire où le partage des valeurs, la richesse des interactions et la présence d'un leadership diversifié et éclairé devraient être composantes importantes. Nous sommes passés maître dans l'art du double discours où, d'une part, l'enracinement, le sentiment d'appartenance est souhaité et l'équité promise mais où, d'autre part, la précarité sociale et l'insécurité économique sont inscrites dans les scripts institutionnels, politiques et économiques et engendrent le nomadisme, l'aléatoire et la mise à l'écart. L'itinérance serait-elle aussi le symptôme de notre schizoïdie sociale?

Camil BOUCHARD

Laboratoire de recherche en écologie humaine et sociale
(LAREHS)

Université du Québec à Montréal

Résumé

Le phénomène de l'itinérance signale la nécessité de repenser nos notions et nos façons de voir et de faire autour de la question de la citoyenneté. Une société qui se préoccupe de l'inclusion et de la participation de ses citoyens dans le développement des communautés et des institutions devrait investir dans deux vecteurs fondamentaux. Le premier a trait à l'apprentissage de l'exercice de la citoyenneté et le

deuxième, à la nature des organisations et des institutions sociales où peut s'exercer, dès la première enfance et jusqu'à l'âge adulte, la citoyenneté. D'une part, les apprentissages, d'autre part, les contextes. La contribution de la famille et de l'école peut représenter un atout majeur dans la prévention de l'itinérance si on débarrasse nos politiques sociales, aussi bien celles qui touchent la petite enfance que celles qui affectent les enfants et les adolescents, du double langage de la compassion verbale et de l'exclusion économique et sociale.

Mots-clés: apprentissage de la citoyenneté, développement des enfants, exclusion, prévention, politiques sociales.

Summary

The homelessness phenomenon signals the need for us to rethink our notions and ways of seeing and acting with respect to citizenship. A society which is concerned about the inclusion and participation of its citizens in community and institutional development should invest in two fundamental vectors. The first pertains to teaching the exercise of citizenship, and the second to the nature of the social organizations and institutions in which citizenship can be exercised from childhood to adulthood: teaching on the one hand, context on the other. Both the family and school can contribute significantly to preventing homelessness if we rid our social policies, both as much those with respect to early childhood as those affecting children and adolescents, of the double language of verbal compassion and economic and social exclusion.

Key-words: citizenship teaching, child development, exclusion, prevention, social policies.

Resumen

El fenómeno de la itinerancia señala la necesidad de replantear nuestras nociones y maneras de ver y actuar en relación a la cuestión de la ciudadanía. Una sociedad que se preocupa por la inclusión y participación de sus ciudadanos en el desarrollo de las comunidades e instituciones debería trabajar dos vectores fundamentales. El primero se relaciona con el aprendizaje del ejercicio de la ciudadanía y, el segundo, con la naturaleza de las organizaciones e instituciones sociales donde ésta puede ser ejercida, de la infancia a la edad adulta. Por un lado, los aprendizajes, por el otro, los contextos. La contribución de la familia y la escuela puede representar una gran ventaja en la prevención de la itinerancia, siempre y cuando se logre eliminar de las políticas sociales,

tanto las referentes a la infancia como las que afectan a los niños y adolescentes, el doble lenguaje de la compasión verbal y de la exclusión económica y social.

Palabras claves: aprendizaje de la ciudadanía, desarrollo de los niños, exclusión, políticas sociales.